



ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

Appel de l'ANECR

Le monde à l'envers ! Les plus démunis rattrapés par l'impôt!

Insupportable et injuste ! Près d'un million de personnes, parmi les plus vulnérables, ont eu la très mauvaise surprise de se voir désormais imposables. D'autres subissent une augmentation forte... C'est l'effet désastreux du gel de l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu instauré par Fillon, alors premier ministre. La loi de finance était une vraie bombe à retardement pour les plus démunis, non désamorcée par le gouvernement Ayrault. Les personnes devenues subitement imposables, en plus de devoir payer l'impôt, perdent des droits essentiels : sont impactées l'allocation logement, les allocations familiales, les quotients familiaux, la carte améthyste, la redevance TV, la taxe d'habitation etc...

C'est d'autant plus inacceptable à l'heure où les plus riches et les grandes entreprises se voient multiplier les exonérations, où l'évasion fiscale se chiffre par dizaines de milliards ! Non, il n'y a pas trop d'impôts ! Ils sont répartis injustement.. Le patronat français s'est vu offert par le gouvernement une baisse de 20 milliards de sa contribution fiscale (crédit impôt compétitivité), accordée sans contrepartie pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Cela fait baisser d'autant les recettes fiscales pour le pays. Alors on taxe les plus modestes ! Et on ponctionne de 4,5 milliards les collectivités territoriales... Jean-Marc Ayrault communique sur « une pause fiscale », pendant que l'énergie et les transports sont annoncés à la hausse... Mais ce n'est pas une pause dont on a besoin : C'est d'une grande réforme fiscale d'ensemble, marquée par la justice, qui combat en la taxant la spéculation et qui encourage la relance par le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics. Une réforme en rupture avec la spirale désastreuse de l'austérité en s'attaquant enfin à la finance.

L'ANECR appelle les élus communistes et républicains à participer à la campagne nationale pour cette grande réforme de la fiscalité qui mettrait immédiatement à contribution les revenus financiers. Cette réforme pourrait s'appuyer sur les mesures suivantes :

- Une baisse de la TVA
- Le rétablissement d'un impôt économique territorial assis sur le capital des entreprises et taxant les actifs financiers
- Le renforcement de l'action contre l'évasion fiscale
- Un impôt sur le revenu de type universel à taux progressifs et au nombre de tranche relevé.
- L'arrêt immédiat de toutes les exonérations pour les grandes entreprises
- La prise en compte des revenus dans le calcul de la taxe d'habitation pour la rendre progressive

Elle appelle le gouvernement à décider immédiatement d'un moratoire et de décider dans la prochaine loi de finance une évolution du barème d'impôt afin de revenir à la situation antérieure pour les personnes touchées.

Elle demande la suppression de la hausse de la TVA prévue en janvier

Elle appelle les élus communistes et républicains à se mobiliser pour que soit renforcée l'action de bouclier social menée au sein de leur collectivité, en direction des plus démunis.